



**MINISTÈRE  
DES OUTRE-MER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction générale  
des outre-mer**

Service militaire adapté  
Régiment de la Guadeloupe

MARCHÉ À PROCÉDURE ADAPTÉE

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)  
MAPA 2025-003-DAF**

Soumis aux dispositions de l'article L2123-1 créé par ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018, et des articles R 2123-1 et R 2123-4 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 du code de la commande publique

**FOURNITURE ET LIVRAISON D'EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE (EPI) AU PROFIT  
DU REGIMENT DU SERVICE MILITAIRE ADAPTE (RSMA) DE LA GUADELOUPE**

Date et heure limites de remise des offres : le **10 Mars 2025** à 12h00 (heure de Guadeloupe) ou 17h00 (heure de Paris)

Code CPV : 18100000 Vêtements professionnels, vêtements de travail spéciaux et accessoires



## Table des matières

<b>CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES</b>	
Article I. Objet du marché .....	3
Article II. Dispositions générales .....	3
Article III. Pièces contractuelles .....	4
Article IV. Modification des caractéristiques administratives et juridiques de l'entreprise.....	5
Article V. Dispositions relatives à la sous-traitance.....	5
Article VI. Dispositions particulières .....	5
Article VII. Modalités de détermination des prix de règlements .....	5
Article VIII. Conditions d'exécution du marché .....	6
Article IX. Operations de vérifications – admission des prestations .....	8
Article X. Avance .....	9
Article XI. Retenue de garantie.....	9
Article XII. Paiement du marché.....	9
Article XIII. Cession ou nantissement de créances.....	11
Article XIV. Résiliation du marché .....	11
Article XV. Voies et délais de recours.....	12
Article XVI. Dérogations .....	13
<b>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES</b>	
Article I. Caractéristiques techniques.....	14
Article II. Etendue de la prestation.....	15

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

## **Article I. Objet du marché**

La présente consultation est passée en application de l'article R 2123-1 du code de la commande publique.

Le marché a pour objet la fourniture et livraison d'équipements de protection individuelle (EPI) au profit du régiment du service militaire adapté de Guadeloupe (RSMA-Ga).

## **Article II. Dispositions générales**

### **2.1. Durée du marché**

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification. Il est passé pour une durée d'un (1) an renouvelable deux (2) fois par tacite reconduction pour la même durée sans que sa durée totale ne soit supérieure à trois (3) ans.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la faculté, en fin de marché et avec un préavis d'un (1) mois, d'en proroger la durée d'exécution pour une ou plusieurs périodes ne pouvant pas excéder six (6) mois.

Les prestations effectuées au cours de cette prorogation seront facturées au prix de la dernière révision de prix.

Chaque année, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché. Il notifiera au titulaire par écrit, deux (2) mois au moins avant l'échéance de la période en cours, la décision de non reconduction du marché.

En cas de non reconduction, les prestations en cours et commandées par bons de commande avant expiration du marché devront être terminées aux mêmes conditions par le titulaire du marché

En cas de non reconduction du marché l'entreprise ne pourra prétendre à aucune indemnité.

### **2.2. Allotissement – Montant :**

Le présent marché est composé de deux lots :

- Lot n° 1 EPI - communs.
- Lot n° 2 EPI - équipements forestiers.

Le montant estimatif du marché est de 139 000 euros HT sur la durée totale du marché.

### **2.3. Clause d'insertion sociale**

Le RSMA Ga, dans le souci de répondre à sa mission d'insertion professionnelle de jeunes Guadeloupéens, a décidé d'inclure une clause d'insertion par l'activité économique.

Chaque titulaire de lot du présent marché, doit s'engager à réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières parmi les jeunes volontaires du RSMA Ga en priorité (périodes d'adaptation en entreprise ou recrutement en contrat de travail à l'issue de leur passage au RSMA), ou de toute autre personne se trouvant éloignée du marché de l'emploi.

### **2.4. Clause environnementale**

L'ensemble des prestations demandées doivent respecter les normes environnementales en vigueur (écolabel ou NF environnement).

Les candidats devront expliquer dans leur mémoire technique les moyens et méthodes mis en œuvre pour protéger l'environnement.

## **Article III. Pièces contractuelles**

Le présent marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- ✓ l'acte d'engagement (ATTR1) et ses annexes éventuelles ; bordereau de prix et mémoire technique ;
- ✓ le Cahier des Clauses Particulières (CCP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- ✓ le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS), sauf dérogations mentionnées à l'article 16 du présent CCP ;
- ✓ l'offre technique du candidat et les catalogues représentatifs des effets proposés par le soumissionnaire ;
- ✓ les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs ;

Conformément aux dispositions des articles D 8222-5 et D 8222-7/8 du code du travail référencé à l'article R 2162 du code de la commande publique, le titulaire est tenu de fournir spontanément au pouvoir adjudicateur, tous les six mois à compter de la notification du marché, les documents suivants :

- ✓ une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement lorsque le titulaire emploie des salariés ;
- ✓ une attestation de fourniture de déclarations sociales (attestation URSSAF) et fiscales datant de moins de 6 mois ;
- ✓ un justificatif de numéro d'identification (SIRET).

En cas de non remise des documents, et après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des

prestations à ses frais et risques lorsqu'il a contrevenu à l'article D 8222-5 du code du travail.

Le marché est régi par les lois et règlements en vigueur en France. Il est précisé que tout document et correspondance relatifs au marché devront être rédigés en langue française.

#### **Article IV. Modification des caractéristiques administratives et juridiques de l'entreprise**

Toute modification intervenant au sein de la société pendant la durée du marché doit être impérativement et immédiatement notifiée, par lettre recommandée avec accusé de réception à :

**Régiment du Service Militaire Adapté de la Guadeloupe  
Direction Administration Finances - Cellule achats-marchés  
Camp de La JAILLE- BP.2459  
97122 BAIE MAHAULT**

Sans que cette liste soit exhaustive celle-ci pourra toucher : la forme de l'entreprise, la raison sociale ou dénomination, l'adresse, le capital, le numéro de compte bancaire à créditer, les personnes habilitées à engager la société, etc.

#### **Article V. Dispositions relatives à la sous-traitance**

Dans le cadre d'un marché de fournitures courantes, la sous-traitance n'est pas autorisée.

#### **Article VI. Dispositions particulières**

L'administration autorise, au titulaire et à ses préposés, les accès nécessaires à la bonne exécution du marché. Cette autorisation reste toutefois subordonnée aux règles générales applicables à l'accès, à la circulation et au stationnement dans les enceintes militaires.

Le titulaire s'engage à respecter, et à faire respecter par ses employés, ces règles. Le titulaire est tenu de se conformer à l'obligation de discrétion prévue à l'article 5 du CCAG/FCS.

L'accès aux installations peut être provisoirement refusé au titulaire dans le cas de circonstances telles que les exercices et manœuvres où la mise sur pied de mesures particulières de protection et de défense. Le titulaire renonce à toute action contre l'administration fondée sur les refus motivés.

#### **Article VII. Modalités de détermination des prix de règlements**

##### **7.1. Contenu des prix**

Le prix de l'offre est établi frais de douane compris.

Le transport, la fourniture proprement dite, les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la fourniture, l'assurance, le conditionnement des articles et l'étiquetage de l'emballage, la livraison aux lieux et dans les conditions fixées.

## **7.2. Prix de règlements**

Les prix sont unitaires et révisables pour la durée du marché.

La révision de prix ne pourra intervenir qu'à compter de la date anniversaire du marché sur proposition motivée de la part du titulaire.

L'administration se réservant la possibilité de la refuser et de mettre fin au marché si aucun accord n'était trouvé.

## **Article VIII. Conditions d'exécution du marché**

### **8.1. Modalités de passation des commandes**

Les bons de commande sont signés par le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA).

Ils précisent :

- la référence du marché ;
- le numéro d'engagement juridique ;
- la désignation et la référence de l'article (des articles) ;
- la quantité commandée ;
- les prix unitaires HT ;
- le taux de la TVA ;
- le montant TTC ;
- l'adresse et les coordonnées de l'établissement ou des établissements destinataires ;
- les termes de livraison ;
- l'adresse de facturation.

### **8.2. Délais d'exécution**

Le marché est exécuté par l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins de l'administration.

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par tous moyens, avec les informations mentionnées dans l'offre transmise. Le titulaire accusera réception en indiquant la date de réception, laquelle vaudra date de notification et commencement du délai d'exécution.

En l'absence d'accusé de réception au-delà de 72 heures, la date figurant sur le compte-rendu d'émission de l'administration plus deux (2) jours vaudra date de notification.

**Le titulaire devra proposer dans son offre un délai de livraison en jours correspondant aux articles en stock.**

**De plus, un délai de livraison maximum sera proposé pour les articles qui ne font pas partis des stocks du titulaire.**

Dès que le délai contractuel de livraison est dépassé, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable des pénalités pour retard.

### **8.3. Prolongation du délai**

Conformément aux dispositions de l'article 13.3 du CCAG/FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur peut prolonger le délai contractuel si le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel du fait du PA ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale au RPA les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, au RPA la durée de la prolongation demandée.

Le RPA dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

Les articles ajournés ou rejetés seront considérés comme non livrés. En conséquence, le délai imparti au fournisseur pour présenter à nouveau des matériels ne saurait être considéré comme délai supplémentaire d'exécution.

**L'attention du titulaire est attirée sur le fait que tout retard lui étant imputable entraîne l'application de pénalités de retard.**

### **8.4. Livraison**

Le titulaire doit prendre rendez-vous avec l'établissement destinataire au moins deux (2) jours ouvrés avant la livraison.

Les fournitures livrées, même partiellement, doivent être accompagnées d'un bon de livraison ou d'un état de livraison rédigé. Ce bon ou cet état, dressé à chaque livraison, pour chaque destinataire ainsi que pour chaque bon de commande comporte notamment :

- la référence du bon de commande et du marché ;
- l'identification du titulaire ;
- l'adresse de livraison ;
- l'identification en clair (libellé significatif) des fournitures livrées et quand il y a lieu, leur répartition par colis, le cas échéant.

## **8.5. Pénalités**

### **8.5.1. Pénalités pour retard**

Lorsque le terme contractuel de livraison éventuellement modifié par un sursis ou une prolongation de délai est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées suivant la formule :

$$P = \frac{V \times R}{50}$$

dans laquelle :

P = montant des pénalités,

R = nombre de jours de retard,

V = valeur pénalisée. Cette valeur est égale au prix initial HT des quantités non livrées ou prestations non exécutées.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, aucune exonération ne sera admise, toutes les pénalités pour retard seront dues quel qu'en soit leur montant.

### **8.5.2. Pénalités pour non-respect du code du travail**

Conformément à l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011, le titulaire qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail se verra appliquer des pénalités dont le montant est égal à 10% du montant HT du marché ou du bon de commande mais sans qu'il puisse excéder celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 dudit code. A défaut de correction des irrégularités signalées le RPA peut rompre le contrat sans indemnités, aux frais et risque du titulaire.

## **Article IX. Operations de vérifications – admission des prestations**

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications qualitatives et quantitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

La signature du bon de livraison par l'agent réceptionnant la commande ne vaut que pour acceptation de la livraison sous réserve de vérification des quantités et de la qualité des produits effectivement reçus.

## **9.1. Vérifications**

### **9.1.1. Vérifications quantitatives**

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché, le RPA peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :



- ✓ Soit de reprendre l'excédent fourni ;
- ✓ Soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérifications qualitatives.

#### 9.1.2. Vérifications qualitatives

Les opérations de vérification qualitative portent sur la conformité aux spécifications techniques du marché.

Si les fournitures ne sont pas conformes aux prescriptions techniques du marché, le RPA peut les refuser ou les ajourner.

### 9.2. Décisions

#### 9.2.1. Admissions

La décision d'admission est prise par le pouvoir adjudicateur qui dispose d'un délai de quinze jours pour effectuer les opérations de vérifications qualitatives et quantitatives.

Si aucune observation n'est formulée durant ce délai, l'admission est réputée acquise.

#### 9.2.2. Ajournement, réfections ou rejet

Les décisions d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont notifiées par courrier ou par mail au titulaire qui a 15 jours pour faire part de ses remarques. Sans observation à l'issue des 15 jours, il est fait application de la décision.

Le titulaire doit remplacer les livraisons rejetées dans un délai de quinze jours.

Deux décisions de rejet pour une même marchandise peuvent entraîner la résiliation du marché.

## **Article X. Avance**

Sans objet.

## **Article XI. Retenue de garantie**

Il n'est pas prévu de retenue de garantie pour le présent marché.

## **Article XII. Paiement du marché**

### 12.1. Mode de règlement

Le titulaire du marché sera réglé pour ses prestations par mandat administratif par le directeur régional des finances publiques (DRFiP) sur un compte ouvert dans un établissement bancaire.

#### Le paiement des prestations

L'envoi de la facture s'effectue par voie dématérialisée via la saisie en ligne des factures sur le portail Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Le titulaire n'oubliera pas les mentions CHORUS obligatoires à intégrer dans une facture dématérialisée, c'est-à-dire le numéro d'engagement juridique de référence et le code de service exécutant (SE D04114W972).

Le titulaire établira une facture par **lot**.

Les factures commerciales doivent comporter les informations suivantes :

- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro de SIRET du créancier (pour les sociétés françaises) ;
- le numéro de son compte bancaire ;
- les références du marché (numéro et date) ;
- le numéro de l'engagement juridique (EJ) ;
- la désignation des articles ;
- les quantités reconnues (cf. certificat de conformité à la livraison) ;
- le prix unitaire hors taxes ;
- le montant total HT ;
- le taux et le montant des taxes ;
- le montant total TTC (excepté pour les fournisseurs étrangers) ;
- les lieux et date de livraison ;
- la date de facturation.

Le délai de production des factures commerciales ne saurait être imputé à l'administration et ouvrir droit à des intérêts moratoires.

Le bénéficiaire fait assurer la vérification de la bonne exécution de la prestation.

### **12.2. Délai de paiement**

Le délai global de paiement est de 30 jours.

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique et selon les dispositions du décret n° 2013-263 du 29 mars 2013.

Le point de départ de ce délai est la date de réception de la facture par le RSMA-GA ou la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement. Ces dates sont constatées par l'administration. A défaut, c'est la date de la facture augmentée de deux jours qui est retenue.

### **12.3. Intérêts moratoires**

Conformément à la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 articles 39 et 40, le défaut de paiement dans le délai prévu par le présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire des intérêts moratoires à partir du jour suivant l'expiration dudit délai jusqu'à la date incluse de mise en paiement du principal par le comptable public ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, sans que le bénéficiaire ait besoin de le demander.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux marginal de refinancement de la Banque Centrale Européenne appliqué avant le premier jour du semestre

de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points, et du montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement à 40 euros.

**Lorsque le dépassement du délai n'est pas imputable à la personne publique contractante, ou au comptable de l'Etat (DRFiP), aucun intérêt moratoire n'est exigible.**

#### **12.4. Ordonnateur et comptable**

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le directeur du commissariat d'outre-mer à Fort-de-France.

Le comptable assignataire chargé du paiement est :

**Monsieur le directeur régional des finances publiques  
Jardin Desclieux  
BP 654**

**97263 Fort-de-France cedex  
Téléphone : 05 96 63 07 22**

#### **12.5. Liquidation définitive du marché**

L'instruction des éventuelles demandes d'exonération de pénalités intervient au fur et à mesure de l'exécution du marché (ou lors du solde de chaque bon de commande). En cas de contestation, le titulaire peut, à compter de la réception du décompte, transmettre sa demande d'exonération dûment justifiée par écrit.

Toute réclamation est suivie, après instruction du dossier, d'une décision du pouvoir adjudicateur statuant définitivement sur le montant des pénalités.

Le solde de tout compte est matérialisé par l'envoi au fournisseur de la liste des mandatements émis qui, une fois validée par le fournisseur, est retournée au plus tard un mois après réception de la lettre.

### **Article XIII. Cession ou nantissement de créances**

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession de créances ou le nantissement est l'ordonnateur indiqué au marché.

Une copie de l'original du marché revêtue d'une mention indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire ou un certificat de cessibilité destiné à être remis à un établissement de crédit en cas de cession ou nantissement de créance, est délivré au titulaire sur sa demande. En cas de co-traitance, ce document est délivré au mandataire.

### **Article XIV. Résiliation du marché**

Les règles relatives à la résiliation sont celles prévues par le CCAG/FCS – chapitre 6, applicables au présent marché.

En application de l'article R 2142 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché aux torts du titulaire, en cas d'inexactitude des documents et/ou renseignements mentionnés à l'article R 2162 dudit code ou du refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de mettre fin à ce marché à n'importe quel moment, en cas de décision portant restructuration des armées ou réduction de leur format et ayant une incidence sur le déroulement du marché. Par dérogation à l'article 33 du CCAG/FCS, cette résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

## **Article XV. Voies et délais de recours**

Les litiges éventuels sont régis par les lois et règlements en vigueur en France. Les tribunaux français sont seuls compétents pour régler les recours et litiges qui pourraient opposer la personne publique française à des titulaires étrangers.

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif (TA) - quartiers d'Orléans- Allée Maurice Micaux 97100 Basse Terre- Tél 05 90 81 45 38.

Organe chargé des procédures de médiation : Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges – 21, rue Miollis 75015 Paris – Tél : 01.44.42.63.43

### Introduction des recours

- ✓ Un recours administratif amiable peut être introduit auprès du pouvoir adjudicateur dans un délai de deux mois à partir de la notification de sa décision ;
- ✓ Un recours pour excès de pouvoir contre un acte détachable du contrat (art. R.421-1 et suivants du CJA) peut être introduit devant le TA dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de la notification de la décision attaquée, et avant la conclusion du contrat par les candidats évincés ;
- ✓ Un référé précontractuel (art. L.551-1 du code de justice administrative – CJA) peut être introduit auprès du TA avant la conclusion du contrat ;
- ✓ Un référé contractuel (art. L.551-13 du CJA) peut être introduit devant le TA dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution (ou, à défaut d'un tel avis, dans un délai de 6 mois à compter de la conclusion du contrat) ;
- ✓ Un recours en contestation de validité du contrat (décision du Conseil d'Etat du 04/04/2014, département Tarn et Garonne) pour tous les tiers justifiants d'un intérêt lésé par un contrat administratif ;  
Un recours indemnitaire (art. R.421-1 et suivants du CJA), dans les deux mois à compter d'une décision expresse, ou sans délai pour une

décision implicite, rejetant une demande préalable, et sous réserve des dispositions relatives à la prescription quadriennale.

## **Article XVI. Dérogations**

L'article 8.5 «Pénalités» déroge à l'article 14 du CCAG/FCS.

L'article 14 «Résiliation du marché» en cas de restructuration ou de réduction du format des armées, résiliation sans indemnité, déroge à l'article 33 du CCAG/FCS.

# **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

## **Article I. Caractéristiques techniques**

Les fiches techniques ont vocations à guider le fournisseur dans sa proposition de prix.

Le pouvoir adjudicateur se donne la possibilité de commander des équipements sur l'ensemble du catalogue du fournisseur.

**Le titulaire fournira le catalogue public en version papier et numérique.**

### **1.1. Caractéristiques générales**

Les équipements doivent répondre aux normes de sécurité françaises et CE. Les fiches techniques de chaque article défini au bordereau de prix devront être fournies dans l'offre du candidat.

### **1.2. Détail des prestations demandées**

Les prestations comprendront :

- fourniture, livraison et déchargement des EPI à destination ;
- emballage et marquage des EPI à fin d'identification.

**Le prestataire proposera un taux de remise applicable sur la durée totale du marché à l'ensemble de son catalogue. Ce dernier fera apparaître clairement le tarif catalogue, le taux de remise appliqué et le prix final remisé.**

### **1.3. Interlocuteur unique**

Pour l'exécution de chaque prestation, un interlocuteur unique est désigné par le titulaire pour le suivi de la prestation correspondante.

Cet interlocuteur devra notamment :

- Informer dans les meilleurs délais de tout éventuel retard ;
- Participer aux opérations de vérification et d'admission ;
- En cas de litiges, suivre le remplacement des fournitures.

De son côté l'administration désigne un responsable pour les lots :

RSMA Guadeloupe  
Chargé de prévention  
BP 2459  
97085 JARRY CEDEX  
Tél : 05 90 40 75 06

#### **1.4. Conditionnement – emballages**

Le titulaire s'engage à identifier obligatoirement les colis au moyen d'une étiquette sur laquelle sont précisés :

- La désignation de l'article ;
- La quantité ;
- Le numéro du marché ;
- La raison sociale et l'adresse ;
- Les références par article.

#### **1.5. Développement durable**

Emballage : utilisation de matériaux facilement recyclables et/ou issus de ressources renouvelables pour les emballages des produits finis et des fournitures.

#### **1.6. Service après-vente**

Le titulaire devra fournir un détail du service après-vente proposé. Celui-ci devra préciser les conditions de reprise de fournitures défectueuses ou en cas de livraison ne correspondant pas à la commande.

De plus, un délai de remplacement de fournitures sera précisé dans l'offre du candidat.

En cas de problème de tailles, des échanges pourront-être effectués.

### **Article II. Etendue de la prestation**

Le tableau ci-dessous reprend la liste, non exhaustive, des équipements (EPI) susceptibles d'être commandés tout au long du marché.

#### **Lot n° 1 EPI Communs**

<b>DESIGNATION DES FOURNITURES</b>	<b>QUANTITE A COMMANDER A TITRE INDIQUATIF</b>
<b>CHAUSSURE de sécurité basse mocassin blanche (cuisinier) antidérapantes, antistatique, anti perforation, semelle résistante aux huiles et hydrocarbures, imperméabilisée à l'eau et coquille de sécurité EN ISO 20345 (la paire) Taille 36 au 48</b>	<b>100</b>
<b>VESTE de cuisinier blanche manche courte</b>	<b>100</b>
<b>PANTALON de cuisinier gris bleu</b>	<b>100</b>

<b>TABLIER entier mixte de cuisine blanc lien au cou</b>	<b>100</b>
<b>TABLIER bas mixte de cuisine blanc</b>	<b>100</b>
<b>CHAUSSURE de sécurité haute S3 antidérapantes, antistatique, anti perforation, semelle résistante aux huiles et hydrocarbures, imperméabilisée à l'eau et coquille de sécurité EN ISO 20345 (la paire) taille 36 au 52</b>	<b>400</b>
<b>PANTALON de travail bleu simple type FACTORY 245g/m2</b>	<b>400</b>
<b>Veste de travail simple bleu type FACTORY 245g/m2</b>	<b>10</b>
<b>PANTALON TRAVAIL avec emplacement pour genouillère style NAVY ou dockers maxi 245g/m2</b>	<b>100</b>
<b>Genouillères adaptables pour pantalon (la paire)</b>	<b>40</b>
<b>Genouillère « sur » pantalon</b>	<b>20</b>
<b>POLO coton</b>	<b>100</b>
<b>CHAUSSURES SECURITE S3 antidérapantes, antistatique, anti perforation, semelle résistante aux huiles et hydrocarbures, imperméabilisée à l'eau et coquille de sécurité en PU ou composite (la paire) Taille 36 au 48</b>	<b>20</b>
<b>Combinaison 2 zips plastiques type Factory</b>	<b>60</b>
<b>BOTTES PVC Caoutchouc S5 (la paire) taille 38 à 50</b>	<b>30</b>
<b>LONGE en corde tressée avec 2 sangles L total 1,8m avec 1 connecteur et 2 crochets 71343)</b>	<b>10</b>
<b>BLOUSE DE TRAVAIL (ménage) Coton Manche courte</b>	<b>40</b>
<b>BOUCHON anti bruit BUP réutilisable élastomère avec corde amovible SNR 30 dB</b>	<b>100</b>



<b>BOUCHON BIP anti bruit PU type Earline en mousse de polyuréthane avec corde SNR 36db</b>	<b>100</b>
<b>BOUCHON BOP anti bruit en mousse PU avec arceau SNR 20 dB</b>	<b>100</b>
<b>BOUCHON BOP recharge anti bruit en mousse PU pour arceau SNR 20db</b>	<b>50</b>
<b>CASQUE anti bruit SNR 30db arceau pliable et réglable MAX 500</b>	<b>50</b>
<b>CASQUE anti bruit standard MAX 200 SNR 25 dB arceau réglable 3 positions</b>	<b>50</b>
<b>Casque de chantiers, différentes couleurs</b>	<b>60</b>
<b>Casque travaux en hauteur avec jugulaire en 4 points d'attache</b>	<b>10</b>
<b>CASQUE de soudeur optoélectroniques pour toute soudure à l'arc MIG MAG Air carbone TIG Plasma avec cellule solaire teinte variable 9 à 13 Type Phenix</b>	<b>5</b>
<b>Recharge écran pour casque de soudeur optoélectronique</b>	<b>20</b>
<b>CASQUETTE anti heurt réglable et bande anti transpiration différentes couleurs</b>	<b>40</b>
<b>CHARLOTTE ronde à clip polypro blanc</b>	<b>1000</b>
<b>COMBINAISON pour travaux peinture SMS 3 couches en polypropylène blanche 65g/m2 avec élastique de serrage, fermeture à glissière rabat élastique au poignet et cheville. Différentes tailles</b>	<b>100</b>
<b>CONE de signalisation sécurité Hi viz rouge fluorescent avec rayure blanche 30cm</b>	<b>30</b>

<b>CONE de signalisation sécurité Hi viz rouge fluorescent avec rayure blanche 50cm</b>	<b>30</b>
<b>COUVRE CHAUSSURE Visiteur anti glisse (restauration)</b>	<b>1000</b>
<b>ECRAN de protection polycarbonate incolore</b>	<b>10</b>
<b>GANTS anti coupure milieu sec 4430 (la paire) taille 8 à 11</b>	<b>100</b>
<b>GANTS dockers croute de vachette doublé coton (la paire)</b>	<b>200</b>
<b>GANTS dockers croute supérieure de vachette doublé coton (la paire)</b>	<b>200</b>
<b>GANTS électricien isolation 500V classe 00 (la paire)</b>	<b>10</b>
<b>Gants eurotril + (la paire) Taille 8 à 11</b>	<b>50</b>
<b>Gants jardin milieu humide (la paire)</b>	<b>50</b>
<b>GANTS latex non poudré</b>	<b>2000</b>
<b>Gants maitrise blanc fleur de chèvre minimum 2021 (la paire)</b>	<b>100</b>
<b>GANTS maitrise RISQUE MECANIQUE fleur de porc retourné paume renforcé avec poignet serrage auto grip minimum 3122(la paire)</b>	<b>100</b>
<b>GANTS nitrile Eurotril+ enduit nitrile mousse support nylon (la paire) Taille 8 à 11</b>	<b>100</b>
<b>GANTS PVC protection chimique manche longue (la paire)</b>	<b>40</b>
<b>GANTS PVC protection chimique manche courte (la paire)</b>	<b>40</b>
<b>GANTS soudeur anti chaleur ignifugé cuir en Kevlar (la paire)</b>	<b>20</b>
<b>Gants anti chaleur isolation thermique 350° cuisinier (la paire)</b>	<b>20</b>

<b>Gants Thermolite froid (la paire) protection – 10° réfrigérateur positif</b>	<b>10</b>
<b>Gants Thermolite froid (la paire) protection – 25° congélateur négatif</b>	<b>10</b>
<b>Tablier de soudeur en cuir 110x70</b>	<b>10</b>
<b>Tablier élastomère pour tonte de pelouse et résistant à l'eau</b>	<b>20</b>
<b>Tablier nitrite haute résistance risque mécanique graisse et sang animal et produits d'entretien courant</b>	<b>20</b>
<b>Rideau de soudure orange avec anneaux 1800X1300</b>	<b>10</b>
<b>GILET Eco hi-viz boudrier double ceinture jaune double bande</b>	<b>100</b>
<b>GILET Eco hi-viz boudrier double ceinture orange circulation double bande</b>	<b>100</b>
<b>JUGULAIRE avec protège menton élastique pour casque de chantier</b>	<b>100</b>
<b>Kit du visiteur pour ordinaire comprenant une blouse, un masque papier, une charlotte, une paire de couvre chaussure.</b>	<b>200</b>
<b>LUNETTES REVLUX relevable pour soudage à l'oxyacétylénique incolore + IR 5</b>	<b>10</b>
<b>LUNETTES CHIMILUX anti poussière et projection chimique, anti buée, écran incolore</b>	<b>100</b>
<b>LUNETTES SOFTILUX légères qui épousent la forme du visage en polycarbonate épaisseur 2,4mm incolore anti rayure</b>	<b>100</b>

<b>LUNETTES MADLUX design et confortable branche réglable Oculaire polycarbonate épaisseur 2,2mm teinté antibuée avec serre tête amovible</b>	<b>20</b>
<b>LUNETTES design Freelux gris métal, teinté Cat3</b>	<b>100</b>
<b>LUNETTES (sur lunettes ajustables) incolore anti rayure branche pivotante</b>	<b>20</b>
<b>MASQUE coque sans soupape FFP1</b>	<b>500</b>
<b>Masque coque avec soupape FFP1 NRDSL</b>	<b>500</b>
<b>MASQUE coque sans soupape FFP2</b>	<b>500</b>
<b>Masque coque avec soupape FFP2 NRDSL</b>	<b>500</b>
<b>MASQUE coque sans soupape FFP3</b>	<b>500</b>
<b>MASQUE coque avec soupape FFP3</b>	<b>500</b>
<b>POLO hiviz jaune en polyester 140g/m2 avec bande baudrier rétro réfléchissante manche courte résistantes à 50 lavages</b>	<b>10</b>
<b>POLO hiviz orange en polyester 140g/m2 avec bande baudrier rétro réfléchissante manche courte résistantes à 50 lavages</b>	<b>10</b>
<b>ENSEMBLE DE PLUIE haut et bas HI WAY jaune respirant fluorescent avec bandes réfléchissantes</b>	<b>5</b>
<b>ENSEMBLE DE PLUIE haut et bas HI WAY orange respirant fluorescent avec bandes réfléchissantes</b>	<b>5</b>
<b>RUBAN de signalisation rouge et blanc alterné en diagonale L 100m l 50mm</b>	<b>100</b>

<b>SERRE TETE COMPLET</b> (pour tonte de pelouse) relevable 3 positions avec coque frontale de protection, réglage par crémaillère et absorbeur de transpiration adaptable + écran grillagé + casque anti bruit adaptable	<b>20</b>
<b>Ecran grillagé pour forestier</b>	<b>40</b>
<b>Bonnet froid alimentaire</b>	<b>10</b>
<b>Gilet FOOD froid alimentaire</b>	<b>6</b>
<b>Veste FOOD froid alimentaire</b>	<b>6</b>
<b>Parka grand froid pour température négative congélateur</b>	<b>4</b>
<b>Gaine Lombaire</b>	<b>10</b>
<b>HARNAIS COMPLET</b> Travaux en hauteur simple sous fessière 3D acier (71037) 3 points d'ancrage 1 dorsal et 1 sternale + 3 points de maintien au travail	<b>6</b>
<b>KIT de signalisation</b>	<b>5</b>
<b>Flocage Recto logo RSMA+ section sur cœur et Verso Nom et Section dans le dos</b>	<b>60</b>

### **Lot n° 2 EPI Forestiers**

<b>DESIGNATION DES FOURNITURES</b>	<b>QUANTITE ANNUELLE A TITRE INDIQUATIF</b>
<b>Pantalon tradition anti coupure d'élagage, Classe1 norme EN 381-5 classe1 20m/s Type A, 6 à 9 couches de tissus de protection</b>	<b>15</b>
<b>Manchettes d'élagage norme EN 380-10 2002 Classe 0 16m/s C82 Anti coupure (la paire)</b>	<b>30</b>
<b>Chaussures forestier Type 3SA31 anti coupure, imperméable, embout coqué, respirantes, protection chimique, hydrocarbure et chimique, semelle antiglisse. (La paire)</b>	<b>15</b>
<b>Gants spécial élague souple en nylon utilisation été 3/4 enduit nitrile avec picot, Norme EN 388 et 420 Norme CE 4141 (la paire)</b>	<b>30</b>
<b>Gants cuir protection contre la chaine de tronçonneuse et anti coupure (la paire)</b>	<b>30</b>